



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SOMME**

**Réalisation de travaux de démolition de l'ancienne station service dans
l'emprise du parking du Centre de Secours de Rue.**

Marché passé conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

MD

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3 : VARIANTES	3
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
4.1 : PIECES PARTICULIERES.....	3
4.2 : PIECES GENERALES.	3
ARTICLE 5 : DELAIS ET LIEU D'EXECUTION	3
5.1 : DELAIS D'EXECUTION	3
5.2 : LIEU D'EXECUTION	4
ARTICLE 6 : RECEPTION DES TRAVAUX	4
ARTICLE 7 : GARANTIE	4
ARTICLE 8 : PENALITES DE RETARD	4
ARTICLE 9 : PRIX.....	4
ARTICLE 10 : VARIATION DES PRIX.....	4
10.1 : MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ.....	4
10.2 : MODALITES DES VARIATIONS DES PRIX	4
10.3 : CHOIX DES INDEX DE REFERENCE.....	5
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE	5
ARTICLE 12 : AVANCE	5
ARTICLE 13 : SOUS TRAITANCE	5
ARTICLE 14 : PAIEMENT.....	5
14.1 : PRESENTATION DES DEMANDES.....	5
14.2 : COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE	6
14.3 : MODE DE REGLEMENT	6
ARTICLE 15 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL	6
ARTICLE 16 : ASSURANCES	6
ARTICLE 17 : CONDITION DE RESILIATION	6
ARTICLE 18 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE	6
ARTICLE 19 : MEMOIRE TECHNIQUE.....	6
ARTICLE 20 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - GENERALITES	7
ARTICLE 21: CLAUSES TECHNIQUES – DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	7
ARTICLE 22 : DEROGATIONS	15

Maître d'ouvrage :

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme
7, allée du Bicêtre - BP 2606
80 026 AMIENS Cedex 1

Maître d'œuvre :

SARL EPSILON – M. Jean-Pierre LEDUC
Résidence l'Ermitage – 1, Rue du Scardon
BP. 40021
80101 ABBEVILLE CEDEX

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de démolition de l'ancienne station-service située dans l'emprise du parking du Centre de Secours de Rue, route d'Abbeville (80120).

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 3 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**4.1 : Pièces particulières.**

- L'acte d'engagement (A.E.),
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses 6 annexes,
- Le règlement de consultation (R.C.),
- Le mémoire technique.

4.2 : Pièces générales.

- Le Code des Marchés publics
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) et le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux Marchés Publics de travaux.

ARTICLE 5 : DELAIS ET LIEU D'EXECUTION**5.1 : Délais d'exécution**

Les travaux seront réalisés dans un délai de **3 mois** à compter de la date d'effet de l'ordre de service délivré par le Maître d'œuvre.

Un planning sera établi par le maître d'ouvrage et transmis au titulaire du lot dans un délai d'une semaine à compter de la date de notification du marché, sans réponse dans la semaine suivante le planning est considéré comme adopté.

Les délais impartis englobent le repliement des installations et la remise en état des lieux.

MD

5.2 : Lieu d'exécution

La réalisation des travaux de démolition de l'ancienne station-service sera effectuée à l'adresse suivante :

**CENTRE DE SECOURS
Route d'Abbeville
80120 RUE**

ARTICLE 6 : RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux aura lieu suivant les stipulations de l'article 41 du CCAG Travaux.

ARTICLE 7 : GARANTIE

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, le délai de garantie est fixé à **1 an** à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Pour l'équipement technique, le délai de garantie est fixé à **2 ans** à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

ARTICLE 8 : PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux dans les délais contractuels, il sera appliqué aux titulaires du marché une pénalité journalière de 1/300ème du montant du marché.

ARTICLE 9 : PRIX

Le candidat portera obligatoirement le prix total HT et TTC dans l'acte d'engagement joint au DCE.

Le marché est passé à prix ferme et actualisable.

ARTICLE 10 : VARIATION DES PRIX

10.1 : Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

10.2 : Modalités des variations des prix

Les prix seront actualisables par la formule suivante :

$$P = \frac{P_o \times I(M-3)}{I(M_o)}$$

P est le prix actualisé

P_o est le prix au mois zéro

I(M-3) est l'index de référence 3 mois avant la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le début d'exécution des travaux

I(M_o) est l'index de référence au mois zéro.

MD

10.3 : Choix des index de référence

L'index de référence pour le marché est le suivant :

Index	Libellé
BT 01	Index général tous corps d'état

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de 5% du montant des travaux sera appliquée sur chaque acompte conformément aux dispositions de l'article 101 du code des Marchés Publics.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire conformément à l'article 102 du code des Marchés Publics.

ARTICLE 12 : AVANCE

Une avance est accordée à l'entrepreneur titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement. Le taux de l'avance est fixé à 5 %

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article 87-II du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 13 : SOUS TRAITANCE

Le titulaire du marché pourra sous-traiter certaines parties de son marché conformément aux dispositions des articles 112 à 117 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 14 : PAIEMENT

Conformément à l'article 13 du CCAG Travaux, le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique après la réalisation des travaux de démolition et après la réception de la facture conformément aux dispositions du marché.

14.1 : Présentation des demandes

Les factures afférentes à chaque prestation seront établies en un original et 2 copies, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- la prestation réalisée,
- le montant hors taxe de la prestation en question,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Juridique et Financier
Service Finances
7 Allée du Bicêtre
BP 2606
80 026 Amiens cedex 1

MD

14.2 : Comptable public assignataire

Le comptable public assignataire est :

MONSIEUR LE PAYEUR DEPARTEMENTAL DE LA SOMME
27, rue de l'Amiral Courbet
80 010 Amiens

14.3 : Mode de règlement

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article 98 du Code des Marchés Publics, le délai global de paiement est de 30 jours.

ARTICLE 15 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Les entrepreneurs devront justifier par des assurances garantissant au titre de la responsabilité découlant des articles 1382 et 1384 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés par leur exécution.

La garantie devra être suffisante et sera illimitée en cas de dommages corporels.

ARTICLE 17 : CONDITION DE RESILIATION

Seuls les articles 45 à 49 du CCAG Travaux, relatifs à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 18 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, seul le droit français est applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents inhérents au marché doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

ARTICLE 19 : MEMOIRE TECHNIQUE

Le candidat devra fournir un mémoire technique comprenant :

- les détails et sous détails demandés à l'article 21.11.7,
- la méthodologie demandée à l'article 21.11.7.1.

ARTICLE 20 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - GENERALITES

20.1: Accès locaux, moyens mis à disposition – Installation de chantier :

- **Parkings** : L'entreprise aura la possibilité de se garer à l'emplacement qui lui sera défini, après autorisation du responsable du site. En aucun cas les véhicules ne devront occasionner de gêne dans les activités opérationnelles de la caserne.

- **Locaux vestiaires / sanitaires** : Des sanitaires pourront être utilisés par le titulaire dans les locaux de la caserne. Le responsable du site les indiquera lors de la première réunion de chantier. Ils seront entretenus et rendus dans le même état qu'à leur mise à disposition.

20.2 : Visite des lieux

Les candidats devront obligatoirement avoir visité les lieux avant de remettre leur offre.

La visite se fera sur rendez-vous par téléphone auprès de :

Groupement logistique / Service Infrastructures – Monsieur Alain NOE Tél : 03.64.46.16.52.ou 06.81.58.64.75.

20.3 : Documents à remettre à la fin des travaux :

D.O.E dossier d'ouvrages exécutés.

ARTICLE 21: CLAUSES TECHNIQUES – DESCRIPTION DES TRAVAUX

- 1) REPARTITION DES LOTS
- 2) DOCUMENTS - NORMES
- 3) GENERALITES
- 4) SECURITE – PROTECTION – CLOTURE DE CHANTIER
- 5) AUTORISATIONS
- 6) PARTICULARITES
- 7) INFORMATION – PROPRETE – NETTOYAGE
- 8) PLANNING
- 9) EXECUTION (Généralités)
- 10) RENDEZ-VOUS DE CHANTIER
- 11) DESCRIPTION DES TRAVAUX
 - 11.1– Installation de chantier
 - 11.2 – Description générale
 - 11.3 – Prescriptions particulières
 - 11.3.1 – Maître d'ouvrage
 - 11.3.2 – Maître d'œuvre
 - 11.3.3 – Etat des lieux
 - 11.3.4 – Permis de démolir
 - 11.4 – Démolition – Déconstruction – Reprises diverses
 - 11.4.1 – Démolition et déconstruction des structures et infrastructures
 - 11.4.2 – Démolition et déconstruction superstructures
 - 11.4.3 – Démolition et déconstruction dallages – planchers
 - 11.4.4 – Couvertures
 - 11.4.5 – Charpentes métalliques et bois
 - 11.4.6 – Divers

- 11.4.7 – Entrave à la circulation
- 11.4.8 – Nettoyage de la chaussée
- 11.4.9 – Protections
- 11.4.10 – Terrassements / Remblais
- 11.4.11 – Gravois / Nettoyage
- 11.4.12 – Assainissement / Réseaux eaux pluviales
- 11.5 – Spécifications particulières
 - 11.5.1 – Prescriptions générales
 - 11.5.2 – Gestion et tri des déchets
 - 11.5.3 – Dispositions spécifiques pour la gestion des déchets de chantier
 - 11.5.4 – Mesures d'organisation générale
 - 11.5.5 – Suivi des déchets
 - 11.5.6 – Nivellement du terrain
- 11.6 - VRD
- 11.7 – Présentation des offres
 - 11.7.1 – Méthodologie
- 11.8 – Documents joints
- 11.9 – Dossier de recollement

1) REPARTITION DES LOTS

Les travaux seront traités en un seul lot réparti en 2 interventions : démolition et reprises VRD.

2) DOCUMENTS – NORMES

Dans l'ensemble de son marché, l'entrepreneur devra tenir compte des documents suivants et se conformer à leurs stipulations :

- Textes législatifs et règlements en vigueur à la date de la signature du marché dont les principaux sont répertoriés dans les volumes du R.E.E.F. mis à jour ;
- Prescriptions, documents et règles de calcul des documents techniques unifiés (D.T.U.) ;
- Normes françaises publiées par l'Association Française de Normalisation A.F.N.O.R. applicables aux travaux de bâtiments ;
- Cahier des prescriptions et des avis techniques du C.S.T.B. en absence de D.T.U. ;
- Normes U.T.E., APSAIRD, NF S, IT et marques U.S.E. ;
- Règlements de la marque S.N.F.Q. ;
- Spécifications techniques du cahier des charges C.T.B. et du label C.T.B. ;
- Les prescriptions des A.T.E.C. ;
- Dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Cahier des charges des fabricants ;
- Rapports d'organismes agréés ;
- Normes NF C 15-100 et ses additifs ;
- Textes officiels de référence sur l'amiante, notamment le décret n° 96-1132 du 24 décembre 1996 ;
- Cahier des charges de la Fédération Française du Bâtiment Picardie.

3) GENERALITES

L'entreprise devra obligatoirement prendre connaissance de toutes les pièces constituant le dossier d'appel d'offres et se rendre sur place impérativement pour vérifier les lieux.

L'entrepreneur devra s'assurer sur place de la possibilité de respecter le cahier des charges et signaler toutes les erreurs et omissions avant la remise de son offre.

Les plans et CCP étant complémentaires, toutes informations omises sur l'un des documents et mentionnées sur l'autre devront être chiffrées par l'entrepreneur.

Le but à atteindre est une exécution rationnelle, sans à-coups ni fausses manœuvres et dans les délais les plus courts, compte tenu des conditions d'exécution. Les documents ont été dressés par le Maître

MD

d'œuvre avec le maximum de précisions et rédigés avec le souci de détailler toutes les prestations dues à tous les stades de l'exécution.

Le projet tel que défini par le présent document devra être chiffré obligatoirement par l'entrepreneur de façon à constituer la base de sa soumission.

Toutes les entreprises exécutantes devront pouvoir justifier de leur qualification pour l'exécution des travaux définis.

4) SECURITE – PROTECTION – CLOTURE DE CHANTIER

L'entrepreneur doit posséder ses propres échafaudages, munis de toutes protections (garde-corps, filets, ceintures de sécurité etc.) et ses appareils de levage destinés à la réalisation de ses ouvrages. Ils seront modifiés autant de fois qu'il sera nécessaire et aux frais de l'entrepreneur.

Dès le début du chantier et durant toute la durée des travaux, une clôture solidement fixée, réalisée par l'entreprise, séparera le chantier du domaine public

D'une manière générale, l'entreprise se conformera aux textes en vigueur relatifs à la protection du personnel comme du public.

Tous les appareils susceptibles de provoquer des vibrations devront être munis, avant leur pose définitive, de supports élastiques.

L'entrepreneur devra :

- prévenir par écrit, préalablement aux travaux, les voisinages immédiats,
- prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des riverains, du public et du personnel pendant toute la durée du chantier,
- établir les barrages qui s'imposeraient et en assurer leur éclairage (conformément aux règlements de voirie),
- procéder aux déconstructions en prenant les précautions nécessaires : découpage des poutres, étalement suffisant pour épargner les constructions voisines et, en particulier, les murs des propriétés contiguës, etc.,
- remettre en état la clôture en fin de travaux ainsi que remise en état complète de la voirie et des parterres abîmés,
- prévoir une clôture de chantier ainsi que les portails.

5) AUTORISATIONS

Si nécessaire, les installations de barrières de chantier devront faire l'objet d'une autorisation à solliciter auprès des Services Techniques de la Ville de Rue au moins 8 jours avant le début des travaux (Art. 1^{er} du Règlement de voirie).

6) PARTICULARITES

Toutes les précautions nécessaires devront être prises pour que les produits de démolition et de déconstruction ne tombent pas sur la voie publique. Si cela se produisait, ils devront être enlevés par l'entreprise.

Si cela s'avérait nécessaire, le Maître d'ouvrage pourra exiger le nettoyage de la partie incriminée aux frais de l'entrepreneur.

Avant intervention de l'entreprise, la coupure des fluides (Eau, EDF, etc.) aura été effectuée en limite de propriété par le Maître d'ouvrage. Une visite contradictoire avec les services d'ERDF, GRDF et le service des Eaux sera faite à la demande de l'entreprise.

7) INFORMATION – PROPRETE – NETTOYAGE

La démolition et la déconstruction devront s'effectuer de manière à ne pas disperser de poussières dans l'air (arrosage du chantier nécessaire), ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage. La voie publique devra être tenue en état de propreté aux abords du chantier et sur les points ayant été salis par suite des travaux de démolition et de déconstruction (Art. 96 et 99-7 du Règlement Sanitaire Départemental).

MD

Le nettoyage, l'enlèvement des gravats sur la voie publique et sur les points ayant été salis sont à la charge de l'entreprise. En cas contraire, le travail sera confié à une autre entreprise désignée par le Maître d'œuvre aux frais de l'adjudicataire.

Les matériaux issus de la démolition et de la déconstruction ne devront en aucun cas être brûlés.

Prendre toutes les précautions nécessaires à l'enlèvement et au traitement des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

La description des processus de dépose et de démolition de tels matériaux est reprise dans le P.G.C.

8) PLANNING

Les travaux seront exécutés suivant le planning établi par l'entrepreneur et par le Maître d'œuvre lors du premier rendez-vous de chantier, ce planning sera contractualisé.

9) EXECUTION (Généralités)

Un carnet de chantier sera ouvert dans lequel le Maître d'œuvre inscrira tous les ordres nécessaires à la parfaite exécution des travaux. Ce cahier, de format 21 x 27, comprendra deux doubles par page, les pages et les doubles seront numérotés.

L'entrepreneur écrira sur ce carnet les questions qu'il aura à poser au Maître d'œuvre. Celui-ci répondra par écrit, soit au cours des rendez-vous hebdomadaires de chantier obligatoires, soit au cours de ses visites. Toutes les notes et les rapports de chantier qui seront consignés sur ce carnet seront transmis chaque semaine à l'entreprise qui sera tenue de respecter toutes les indications et ordres notifiés à son intention.

Chaque soumission comportera une décomposition par bâtiment et matériaux avec tous les prix unitaires. Les minutes des sous-détails pourront être demandées à l'entreprise.

Des prélèvements de matériaux pourront être effectués sur le chantier aux fins d'expertises. Quel que soit le résultat de celles-ci, les frais en seront toujours supportés par l'entreprise, sans préjudice de poursuites éventuelles pour tromperies sur la qualité de la marchandise vendue.

10) RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Un rendez-vous de chantier hebdomadaire sera prévu par le Maître d'œuvre. L'entrepreneur est tenu d'y assister ou de se faire représenter. De plus, compte tenu de la nature des travaux, il prend l'engagement de se rendre sur les lieux sur simple convocation téléphonique ; s'il s'y refusait, le chantier serait interrompu et les jours de retard cumulés à son actif.

11) DESCRIPTION DES TRAVAUX

11.1 – Installation de chantier

L'entreprise titulaire du marché doit :

- l'installation du chantier (sanitaires chimiques, vestiaire, réfectoire)
- la mise en place d'une clôture de chantier. Cette clôture sera grillagée et solide.
- la façon et la pose des deux panneaux de chantier réglementaires pour lesquels les renseignements seront fournis par le Maître d'œuvre. Ils devront être mis en place au démarrage du chantier.
- pour ce qui concerne les installations de chantier, un arrangement avec les pompiers pourra être effectué.

11.2 – Description générale

Après avoir pris connaissance auprès des différents services concédés, des éventuelles contraintes et avec le respect scrupuleux des règles du Code du Travail, déconstruction de bâtiments et des ouvrages définis ci-après, comprenant :

- dépose ou déconstruction avec évacuation de l'ensemble des éléments suivants (liste non exhaustive) vers des sociétés procédant à la valorisation des déchets du bâtiment - une liste des sites retenus par l'entreprise sera portée à la connaissance du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, pour validation :

MD

- faux-plafonds, isolation,
- cloisons, menuiseries bois, acier ou alu, portes, châssis, etc.
- couvertures y compris ouvrages accessoires incorporés,
- maçonneries brique,
- maçonneries parpaings,
- voiles béton,
- planchers béton,
- planchers bois,
- structures métalliques (charpentes),
- ouvrages de Génie Civil, ainsi que les réseaux enterrés, jusqu'à une profondeur telle que les éléments ou partie d'éléments restant en place ne puissent en aucun cas occasionner des points durs sous d'éventuelles constructions futures et n'occasionnent aucune contrainte lors de la construction de bâtiment s ou de voiries projetés,
- dépose et évacuation de la cuve située derrière la haie de troènes,
- voiries existantes, y compris réseaux enterrés, ouvrages et bordures.

Ces déconstructions devront être exécutées avec précautions (démontages manuels, si nécessaires).

Ces déconstructions seront démarrées après débranchement, isolement et/ou dévoiement de tous les réseaux existants : électrique normal, chauffage, téléphone...

11.3 – Prescriptions particulières

11.3.1 – Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est : Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme, 7, Allée du Bicêtre – BP 2606 – 80026 AMIENS CEDEX 1

11.3.2 – Maître d'œuvre

Le Maître d'œuvre est : SARL EPSILON – Résidence l'Ermitage – 1, Rue du Scardon – BP 40021 - 80101 ABBEVILLE CEDEX. Le Cabinet EPSILON assure également la mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

11.3.3 – Etat des lieux

L'entreprise exécutante aura à sa charge les frais engendrés par la reprise des éventuels désordres dont l'apparition se situera après les travaux et en fonction de l'expertise.

11.3.4 – Permis de démolir

Le permis de démolir, au format réglementaire, est à afficher sur la clôture située Route d'Abbeville. L'entreprise y apposera les renseignements nécessaires qu'elle obtiendra du Maître d'œuvre.

11.4 – Démolition – Déconstruction – Reprises diverses

Les travaux consistent en la démolition et la déconstruction de l'ancienne station-service située dans l'emprise du parking du Centre de Secours de Rue, Route d'Abbeville (80120).

L'entreprise devra décrire très précisément le mode opératoire et les moyens utilisés et :

- prévoir la déconstruction de tout le bâtiment en élévation et parties enterrées,
- les fondations, les dalles de sous-sols, les murs, les radiers des fosses et des regards seront cassés et enlevés jusqu'à – 1,50 m,
- toutes les surfaces au sol, en macadam, béton et autres, seront enlevées,
- enlèvement des anciens réseaux, canalisations, etc.
- dépose et évacuation de la cuve située derrière la haie de troènes,
- nivellement général du site. Remblaiement avec matériaux tels que briques, au maximum

11.4.1 – Démolition et déconstruction des structures et infrastructures

Démolition et déconstruction complètes et générales de l'ancienne station-service située dans l'emprise du parking du Centre de Secours de Rue, Route d'Abbeville (80120).

11.4.2 - Démolition et déconstruction superstructures

L'entrepreneur mettra en œuvre les moyens nécessaires aux démolitions et déconstructions à proximité des constructions voisines. Ces moyens seront adaptés de façon à ne pas transmettre de vibrations à ces constructions.

11.4.3 – Démolition et déconstruction dallages – Planchers

Démolition et déconstruction de tous les dallages, dalles, fondations (linéaires ou ponctuelles), radiers des fosses, planchers.

Les dallages sur terre-plein, les planchers hauts de cave de tous les bâtiments sont à déconstruire.

Les dallages de cour sont à déconstruire.

Tous les bâtiments seront arasés au niveau du terrain naturel.

11.4.4 – Couvertures

Dépose de l'ensemble des couvertures.

11.4.5 – Charpentes métalliques et bois

Dépose de l'ensemble des charpentes y compris poteaux métalliques, fonte, etc.

11.4.6 – Divers

Prévoir, entre autres :

- l'enlèvement des anciens réseaux et de toutes les canalisations métalliques, béton, tous les caniveaux, etc. présents dans l'enceinte de la station et remblai des cavités.

11.4.7 – Entrave à la circulation

Certaines phases de travaux pourraient imposer les stationnements d'engins sur la voie publique. Le titulaire du marché obtiendra de la Police Municipale toutes les autorisations nécessaires aux interdictions de stationnement et à une restriction de la circulation des autres usagers.

11.4.8 – Nettoyage de la chaussée

L'entreprise titulaire du marché mettra en œuvre tous les moyens nécessaires (balayeuse, arroseuse) pour nettoyer la voie publique quotidiennement si les engins qui empruntent cette voie à la sortie du chantier, déposent de la boue ou tous autres débris.

11.4.9 – Protections

Le titulaire du présent lot devra, pendant ses travaux, la protection des propriétés voisines afin de prévenir la chute éventuelle de gravois et matériaux.

11.4.10 – Terrassements / Remblais

Nota : l'entrepreneur devra prendre toutes précautions nécessaires à toute éventualité de passage du réseau sur l'emprise du terrain.

Prévoir :

- terrassement du terrain sur 0,20 m sous dalles existantes,
- enlèvement des fondations sur 1,50 m de hauteur en-dessous de la plateforme existante et remblai des fouilles,
- mise à niveau de la plateforme, talutage si nécessaire,
- talutage avec remblais sains suivant niveau du terrain,
- remblai, mise à niveau et talutage du terrain,
- toutes les excavations seront remblayées avec des matériaux sains, exempts de bois, métal, plastique et de toutes matières putrescibles. Ils seront compactés afin d'assurer une bonne stabilité.

MD

11.4.11 – Gravois / Nettoyage

L'entreprise titulaire du présent lot devra le nettoyage général et régulier du site, ainsi que l'enlèvement des gravois provenant des démolitions et déconstructions, ainsi que ceux de provenance inconnue.

L'entreprise devra la remise en état de toute la surface de la zone de démolition et des environnements.

Ces nettoyages et enlèvements devront être exécutés au fur et à mesure de leur production et de l'avancement des travaux.

11.4.12 – Assainissement / Réseaux eaux pluviales

Tous les réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales existants sur le terrain seront enlevés et le sol remis en état.

11.5 – Spécifications particulières

L'entreprise chiffrera distinctement de son offre de démolition, une solution de tri sélectif des déchets.

11.5.1 – Prescriptions générales

Toutes les démolitions et déconstructions doivent faire l'objet d'un tri sélectif.

Les matériaux de diverses origines ne doivent pas être mélangés ; en conséquence, l'entreprise mettra des bennes sur le site, dont le nombre sera défini avec le Maître d'ouvrage. Ces bennes serviront à stocker les petits produits de déconstruction tels que : appareils sanitaires, radiateurs, tuyauteries, câbles électriques etc. A côté de ces bennes seront mises en place des zones de stockage parfaitement limitées ou seront stockés les gros produits de déconstruction tels que : éléments de maçonnerie (les blocs de béton, les briques et les parpaings seront séparés), éléments de charpente (les charpentes métalliques, les charpentes bois seront séparées), éléments de couverture.

L'évacuation des produits de déconstruction sera faite vers des centres de traitements réglementaires et agréés dont le choix sera soumis au Maître d'ouvrage.

11.5.2 – Gestion et tri des déchets

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière au niveau de :

- la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer,
- l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux bords des aires de dépôt des déchets,
- l'information des entreprises et de leurs personnels.

L'entreprise devra respecter les obligations indiquées au C.C.P., au P.G.C.S.P.S. et prendre connaissance du plan d'installation de chantier joint au dossier.

Celle-ci aura en charge « l'organisation générale » de la gestion des déchets de chantier dans le cadre de sa mission de gestion du « compte prorata ».

Elle devra nommer, lors du premier rendez-vous de chantier, un « MONSIEUR PROPRE » responsable de cette organisation ; cette personne pouvant être membre de l'une ou l'autre des entreprises et pouvant varier pendant la durée des travaux.

11.5.3 – Dispositions spécifiques pour la gestion des déchets de chantier

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 Juillet 1975, loi n° 992.646 du 13 Juillet 1992) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- organisation du transport des déchets et limitation en distance et volume,
- valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou revalorisation énergétique sans hiérarchie a priori entre ces différents modes,
- information du public.

11.5.4 – Mesures d'organisation générale

L'entreprise sera chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet.

11.5.5 – Suivi des déchets

Tous les matériaux sortant du chantier devront être accompagnés d'un bordereau de suivi stipulant les éléments suivants :

- chantier,
- provenance des déchets (zone de référence définie sur les plans)
- type de déchets,
- lieu d'évacuation (à préciser dès le démarrage des travaux),
- quantité (masse ou volume),
- date.

Ces bordereaux de suivi pourront être élaborés sur la base d'un carnet à souches avec 1 original et 3 copies (Maître d'ouvrage, entreprise titulaire, entreprise de valorisation, base dans le carnet).

L'entreprise précisera si elle compte effectuer une démolition soignée pour revendre certains matériaux.

11.5.6 – Nivellement du terrain

L'entreprise doit un nivellement général du terrain au droit des travaux.

11.6 – VRD

L'entreprise prévoira, à l'emplacement de la maison à démolir et de la cuve évacuée une reprise des VRD. Cette reprise comprendra les prestations suivantes :

- construction d'une plateforme complète lourde pour desserte parking avec couche de roulement en BB noir en chaussée lourde pour engins de 16 tonnes.

- mise en place de bordures dans l'alignement de la façade de la maison voisine, sur une longueur de 4,50 m pour limiter l'accès à la maison voisine du parking du centre de secours. Ces bordures seront des bordures de type T2, posées dos à dos avec un intervalle d'environ 20 cm entre les deux, rempli de béton.

- fourniture et pose d'une clôture et d'un portail, permettent la sécurisation du site. Hauteur minimum 1.80ml, sur poteaux scellés. Le portail et la clôture seront exécutés en éléments barreaudés dont l'espace restera inférieur à 10 cm. Massifs de 0.40x0.40x0.50 de profondeur. Le portail sera de 6 ml de passage en 2 vantaux de 3.00ml, hauteur de la clôture. Ouverture manuelle. Avec tous accessoires de serrurerie.

- marquage au sol des places de stationnements.

11.7 – Présentation des offres

Les offres devront être détaillées :

- l'offre sera scindée en deux postes détaillés : - démolition de la station-service
- VRD, clôtures et espaces verts.

Pour chacune des opérations, l'entreprise remettra un sous-détail, scindé par type de matériaux, présenté de la façon suivante :

- dépose et déconstruction des ouvrages de couverture
- stockage
- évacuation
- dépose et déconstruction des ouvrages de charpente
- stockage
- évacuation
- déconstruction des ouvrages divers : chauffage, plomberie, électricité, menuiseries
- stockage avec tri

MD

- évacuation
- déconstruction des ouvrages de maçonnerie (béton, briques, parpaings)
- stockage avec tri
- évacuation
- dépose et évacuation de la cuve située derrière la haie de troènes,
- déconstruction des fondations à -1,50 m du sol fini
- stockage
- évacuation
- réglage définitif du terrain
- nettoyage général
- remise en état des clôtures côté voisin.
- fourniture et pose d'une clôture et d'un portail, suivant plan joint.
- détail des travaux de VRD.

11.7.1 – Méthodologie

L'entreprise devra présenter une méthodologie très précise de la démolition de la station-service sachant que cette démolition se trouve à côté du Centre de secours et qu'il ne faut pas gêner les circulations des engins de pompiers. Toutes les dispositions doivent être prévues pour qu'il n'y ait pas d'envol de poussières, pour minimiser le bruit, pour éviter que les matériaux de démolition ne chutent sur la voie de circulation de la caserne.

La présentation de la méthodologie aura une incidence importante sur le choix de l'entreprise.

11.8 – Documents joints

- Plan de situation
- Plan de masse du Centre de secours de RUE avec positionnement du bâtiment à démolir intitulé « Annexe » et implantation des clôtures et portails.
- Plans du bâtiment « Annexe » à démolir :
 - rez-de-chaussée
 - étage
 - façade Nord
 - façade Sud
 - façade Est
 - façade Ouest
- Photos de façades
- VRD : plan des bordures pour limite entre Centre de secours et habitation voisine
- Rapport de repérage de matériaux amiantés (Bureau VERITAS)

11.9 – Dossier de recollement

L'entreprise établira un dossier de recollement où apparaîtront sur un plan les anciennes fondations non totalement démolies et les réseaux existants conservés.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS

- L'article 8 déroge à l'article 20 du CCAG Travaux.
- L'article 4 déroge à l'article 4 du CCAG Travaux.

, le

Amiens, le 16 MAI 2012

Le soumissionnaire

Pour le Président (Pouvoir Adjudicateur) et par
délégation, le Directeur Départemental des
Services d'Incendie et de Secours,


Colonel Marc DEHEDIN